

SOMMAIRE

2009 a été une année exceptionnelle. L'économie mondiale a été frappée par le pire ralentissement depuis la Grande crise des années 1930, marqué par des bouleversements spectaculaires sur les marchés économiques et financiers mondiaux dans une conjoncture extraordinairement difficile. Le système bancaire a frôlé la catastrophe, mis à l'épreuve par l'affaiblissement des marchés du crédit, l'effondrement des marchés de valeurs et le resserrement des normes de liquidité et de capitalisation. Entre août 2008 et le milieu de 2009, la production s'est contractée et le commerce mondial a dégringolé. Une intervention au niveau des politiques à une échelle sans précédent s'est avérée essentielle pour relancer l'activité. La politique monétaire a été résolument expansionniste, appuyée par des mesures de liquidité exceptionnelles, et on a eu recours aux leviers de la politique budgétaire pour stimuler énergiquement l'économie devant la gravité du ralentissement. La décélération a pris fin vers le milieu de 2009 et la reprise s'est engagée depuis.

La production réelle s'est contractée de 0,6 p. 100 en 2009 – la première et seule contraction du PIB mondial depuis au moins 30 ans. La récession a été plus grave dans les économies avancées qui, collectivement, ont régressé de 3,2 p. 100 l'an dernier. Le Japon et les pays avancés de l'UE ont été les plus durement touchés, tandis que l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) s'en sont tirés un peu mieux; tous les autres pays avancés ont affiché une meilleure tenue. Les économies émergentes et en développement ont globalement vu leur activité économique ralentir en 2009, mais elles ont évité une contraction réelle. Elles ont enregistré une croissance de 2,4 p. 100 l'an dernier, comparativement à 6,1 p. 100 un an plus tôt.

Alors que les économies sortent de la récession, l'activité demeure tributaire de politiques macroéconomiques extrêmement souples. Dans l'ensemble, le monde semble être engagé sur la voie de la reprise, mais à des vitesses différentes. La croissance mondiale devrait atteindre 4,2 p. 100 en 2010 et 4,3 p. 100 en 2011. Les économies avancées devraient connaître une expansion de 2,3 p. 100 en 2010 et de 2,4 p. 100 en 2011. Dans le cas des économies émergentes et en développement, la croissance devrait s'établir à 6,3 p. 100 en 2010 et à 6,5 p. 100 en 2011.

Aux États-Unis, l'assouplissement de la politique monétaire et budgétaire, s'ajoutant à d'autres mesures axées directement sur les secteurs de la finance et du logement, a contribué à stimuler l'activité économique. Après quatre trimestres de recul, la croissance du PIB est redevenue positive au troisième trimestre de 2009, progressant à un taux annuel désaisonnalisé de 2,2 p. 100, et elle s'est accélérée à 5,6 p. 100 au quatrième trimestre, reflétant la reprise de l'investissement et le ralentissement de la diminution des stocks. Néanmoins, pour l'ensemble de l'année 2009, la croissance du PIB réel aux États-Unis a été négative, fléchissant de 2,4 p. 100. Dans la zone euro, la croissance a repris au troisième trimestre de 2009, mais elle est demeurée anémique au dernier trimestre : sur l'année, la croissance a accusé un taux négatif de 4,1 p. 100. Le Royaume-Uni a été frappé encore plus durement, avec un recul de 4,9 p. 100, la croissance ne réapparaissant qu'au quatrième trimestre. Au Japon, le PIB réel s'est contracté pour la deuxième année d'affilée, cédant 5,2 p. 100 l'an dernier; à mesure que l'année avançait, l'économie japonaise a toutefois repris de la vigueur, principalement en raison de l'amélioration des conditions économiques à l'étranger et des diverses mesures de politique adoptées.